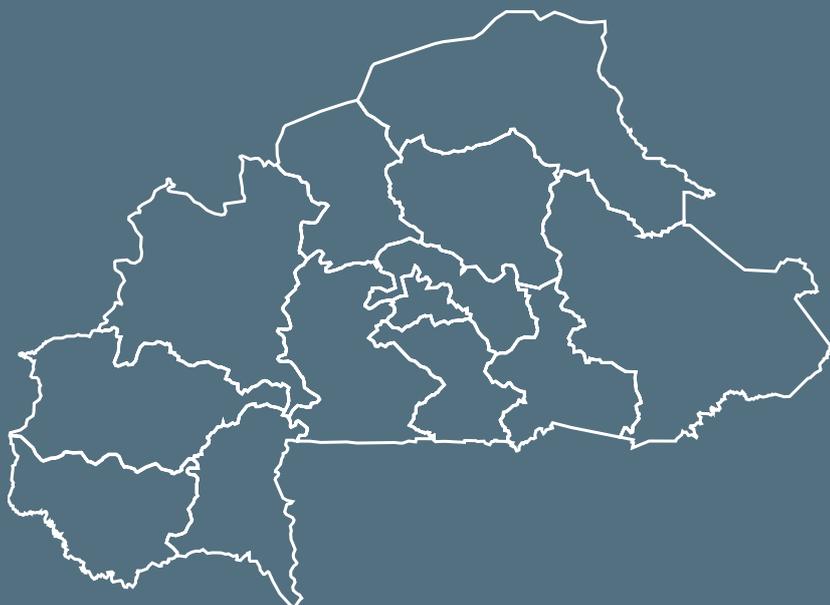


# Renforcement de la redevabilité envers les populations affectées

Novembre 2020\* • Burkina Faso • Première phase



GROUND TRUTH  
SOLUTIONS



OCHA

**h——h**  
H2H Network  
Humanitarian  
Action Support

\*Ce rapport a été mise à jour en Janvier 2021

# Introduction

Le Burkina Faso fait actuellement face à une période de violence qui ne fait que s'intensifier. Dans ce contexte d'insécurité, les burkinabè ont de plus en plus de difficultés à satisfaire leurs besoins de base. Dans la région du Sahel, la menace des groupes militants est déjà présente et établie, cependant, les extrémistes locaux, ceux liés à al-Qaïda et à l'État islamique ont élargi leurs opérations au Burkina Faso, aux zones frontalières avec le Mali et le Niger, menant, en 2019, à un niveau record de violence.<sup>1</sup>

Ces extrémistes évoluent dans un environnement politique et socioculturel complexe au Burkina Faso. Ils profitent tout d'abord d'un appareil sécuritaire affaibli depuis l'éviction de l'ancien président Blaise Compaoré en octobre 2014.<sup>2</sup> Ensuite, ils exploitent les tensions intercommunautaires, telle que celles autour de l'accès aux ressources, qui opposent les éleveurs (surtout la communauté Peule) et les communautés sédentaires, telles que Bella, Foulé et Mossi. En ciblant leurs attaques contre les communautés Bella, Foulé et Mossi, et en tentant de recruter les communautés Peule, les extrémistes alimentent les tensions et la violence grandissantes entre elles. Par conséquent, les membres de la communautés Peule sont désormais de plus en plus stigmatisés car associés à des extrémistes.

Cette insécurité ne fait qu'aggraver les difficultés existantes liées à l'extrême pauvreté, aux inégalités économiques, aux chocs climatiques, à l'accès restreint aux marchés et aux champs (pour des activités agricoles et d'élevage), à l'accès d'éducation et à l'accès déjà limité aux soins de santé.<sup>3</sup>

Au moment de la publication de ce rapport, plus de 2,2 millions de personnes étaient répertoriées comme étant dans le besoin.<sup>4</sup> Les communautés des régions du Sahel et du Centre-Nord du Burkina Faso sont les plus gravement touchées par cette insécurité, avec 838 000 personnes affectées dans le besoin au Centre-Nord (dont 416 136 sont des déplacés internes) et 672 000 personnes dans le besoin au Sahel (344 569 déplacés internes).<sup>5,6</sup>

En 2020, la réponse humanitaire dans ces régions se concentre sur les besoins suivants : abris et biens non alimentaires, eau, hygiène et assainissement, protection, santé, éducation, sécurité alimentaire et nutrition.<sup>7</sup> De plus, l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) a établi un groupe de travail sur l'engagement communautaire et la redevabilité (CEAWG) afin de soutenir la mise en œuvre et le renforcement des pratiques de redevabilité envers les personnes affectées par les organisations travaillant au Burkina Faso.

Ground Truth Solutions (GTS), en partenariat avec H2H et OCHA, offre à l'Équipe Humanitaire Pays une vue d'ensemble des personnes affectées recevant de l'aide humanitaire. Ces informations sont basées sur des données de perception collectées auprès d'un échantillon des populations affectées, bénéficiaires d'aide humanitaire, dans les principaux contextes humanitaires au Burkina Faso.

Entre le 13 et le 18 août 2020, la collecte de données a été faite au travers d'enquêtes en personne menées par le prestataire local Initiatives Conseil International, au sein de 8 communes (Kaya, Barsalogho, Kongoussi, Pissila, Yalgo, Djibo, Dori, et Gorom-Gorom) dans les régions du Centre Nord et du Sahel. Les régions et les communes ont été sélectionnées, en collaboration avec différents acteurs humanitaires payés, selon les critères suivants : 1) le degré d'assistance humanitaire (nombre d'acteurs humanitaires sur le terrain), 2) la taille de la population affectée (communautés hôtes et déplacés internes), 3) l'accès aux sites de populations affectées (risque sécuritaire et logistique). Au total, nous avons interrogé 403 personnes affectées et bénéficiaires d'aide

## Échantillon

403 enquêtes face-à-face

### Régions et Communes

62% au Centre-Nord (251)

13% à Kaya (51)

13% à Barsalogho (51)

13% à Yalgo (51)

12% à Pissila (50)

12% à Kongoussi (47)

38% au Sahel (152)

13% à Djibo (51)

12% à Gorom-Gorom (50)

### Genre



49% femmes (197)



51% hommes (206)

### Ménages

20% dirigés par une femme (79)

80% dirigés par un homme (323)

### Catégorie de la population



61% personnes déplacées à l'interne (PDI) (246)



39% membres de communautés hôtes (157)

### Âge

33% personnes âgées de 18-35 ans (131)

55% personnes âgées de 36-60 ans (219)

13% personnes âgées de 61-100 ans (51)

<sup>1</sup> « Burkina Faso : Escalation of armed violence, » ACAPS, 1 novembre 2019, [lien](#).

<sup>2</sup> « Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, » International Crisis Group, 24 février 2020, [lien](#).

<sup>3</sup> « Burkina Faso : Escalation of armed violence ».

<sup>4</sup> « Aperçu des Besoins Humanitaires : Burkina Faso, » OCHA, mai 2020, [lien](#).

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> « Burkina Faso : Situation des personnes déplacées internes (PDI), » OCHA, 8 août 2020, [lien](#).

<sup>7</sup> « Burkina Faso : Présence Opérationnelle, » OCHA, 26 février 2020, [lien](#).

à propos de l'assistance qu'ils reçoivent (voir la section méthodologie).

Afin de respecter le cadre de notre engagement à retourner dans les communautés enquêtées et partager nos résultats, nous nous sommes associés à l'UNICEF et à Humanity Inclusion (HI) pour mener des groupes de discussion à Dori et Kaya respectivement. À Kaya, cinq groupes de discussion ont été organisés dans des sites variés avec des femmes membres des communautés hôtes, des hommes PDI, des femmes PDI, des membres de la communauté hôte vivant avec un handicap et des leaders de la communauté hôte vivant avec un handicap. À Dori, six groupes de discussion ont été organisés dans des sites variés avec des hommes PDI, des femmes PDI, des groupes mixtes PDI et des leaders PDI. Chaque groupe comptait entre 7 et 13 participants.

De manière globale, ce projet vise à ce que la redevabilité vis-à-vis des personnes affectées devienne un élément central de la conception, de l'opérationnalisation et du suivi de l'action humanitaire au Burkina Faso. Ainsi, les questions de l'enquête sont toutes liées aux trois objectifs stratégiques du Plan de Réponse Humanitaire (PRH) 2020 :

- En 2020, 900 000 personnes bénéficient de l'assistance d'urgence intégrée nécessaire pour adresser les problèmes critiques liés à leur bien-être physique et mental.
- En 2020, 1,8 million de personnes dans le besoin humanitaire affectées par la crise, améliorent leurs conditions de vie à travers une assistance adaptée à leurs besoins, fournie à temps et dans un environnement de protection.
- En 2020, la protection et le respect des droits humains de 900 000 personnes affectées par la crise sont assurés.

Le questionnaire s'aligne également sur les trois indicateurs de perception définis en consultation avec GTS et intégrés au PRH 2020 (première version publiée en janvier 2020) :

- % de personnes affectées qui pensent que l'aide reçue couvre leurs besoins essentiels
- % de personnes affectées qui perçoivent que l'aide vient quand elles en ont besoin
- % de personnes affectées qui estiment que l'assistance touche les personnes qui en ont le plus besoin

Le PRH révisé de juillet 2020 a remplacé ces indicateurs par les trois indicateurs ci-dessous :

- Proportion de la population affectée consultée par les acteurs humanitaires pour l'intégration de leurs retours dans la programmation humanitaire.
- Proportion de la population affectée faisant usage des mécanismes de plaintes et de retours établis par les acteurs humanitaires.
- Proportion d'acteurs humanitaires ayant des mécanismes de plainte, de gestion de plaintes (y compris pour la protection contre l'exploitation et les abus sexuels) et de collecte de retours auprès des populations affectées.

L'enquête de GTS auprès de la population affectée ne pose pas de questions directement liées à ces nouveaux indicateurs, car ces indicateurs ne sont pas des indicateurs de perceptions. Cependant, ce projet inclut des questions pouvant être liées aux deux premiers nouveaux indicateurs (voir le tableau ci-dessous).

Le questionnaire suit la méthodologie standard de GTS pour les enquêtes de perception, adaptée au contexte du Burkina Faso. Ce questionnaire contient des questions à échelle de Likert (dont les réponses correspondent à une note variant de 1 à 5), des questions binaires, des questions à choix multiples et des questions ouvertes.

## Bénéficiaire d'une assistance monétaire

56% Oui (225)

44% Non (176)

## Handicap\*

5% considèrent être en situation de handicap\*\* (21)

95% considèrent ne pas être en situation de handicap (387)

## Principaux fournisseurs d'assistance humanitaire (selon les personnes interrogées)

89% Agences humanitaires (358)

23% Collectivités territoriales (94)

7% Membres de la communauté (28)

## Comment lire le rapport ?

Ce rapport repose sur des graphiques à barres pour analyser les réponses données à des questions sur l'échelle de Likert, ainsi qu'aux questions binaires.

Les graphiques à barres montrent la répartition des réponses à une question donnée en pourcentages, utilisant une gamme de couleurs allant du rouge au vert. Le rouge dénote les réponses négatives et le vert les réponses positives. Au-delà de 10%, les réponses « Je ne sais pas » sont affichées sur les graphiques.

Les résultats sont désagrégés (par sexe, commune, population, ménages dirigés par les hommes/femmes, personnes bénéficiant d'assistance monétaire/non-bénéficiaires d'assistance monétaire ou âge) si les données présentent des différences importantes.

\*En raison du faible nombre de répondants pour cette catégorie démographique, l'analyse suivante ne fournit pas de désagrégation selon ce facteur démographique. Les données recueillies ne seraient pas indicatives des membres de ce groupe de personnes affectées vulnérables.

\*\* Ceux qui considèrent être en situation de handicap ont répondu positivement à l'une des questions du Washington Group et indiqué qu'ils ont une ou plusieurs formes de handicap; y compris un handicap visuel, auditif, physique, cognitif ou des difficultés de communication.

# Indicateurs de perceptions clés, par commune

L'analyse suivante se concentre sur les trois indicateurs originaux (janvier 2020) et utilise les questions de perception de GTS pour aborder les nouveaux indicateurs (juillet 2020). Le tableau ci-dessous regroupe les pourcentages obtenus en août 2020. Les pourcentages représentent le nombre de répondants ayant donné une réponse positive (« plutôt oui » ou « tout à fait ») aux questions correspondantes.

|  | Cible 2020 | Global | Kaya | Barasalogo | Kongoussi | Pissila | Yalgo | Djibo | Dori | Gorom-Gorom |
|--|------------|--------|------|------------|-----------|---------|-------|-------|------|-------------|
| <b>Indicateurs de perception intégrés dans le PRH 2020 (janvier 2020)</b>  |            |        |      |            |           |         |       |       |      |             |
| % qui pensent que l'aide reçue couvre leurs besoins essentiels   | 50%        | 22%    | 36%  | 20%        | 28%       | 10%     | 32%   | 33%   | 2%   | 16%         |
| % qui estiment que l'aide est reçue quand elles en ont le plus besoin  | 50%        | 35%    | 62%  | 10%        | 38%       | 20%     | 49%   | 39%   | 44%  | 20%         |
| % qui estiment que l'assistance touche les personnes qui en ont le plus besoin   | 50%        | 49%    | 38%  | 22%        | 30%       | 20%     | 49%   | 76%   | 90%  | 60%         |
| <b>Indicateurs de GTS liés aux nouveaux indicateurs intégrés dans le PRH 2020 (juillet 2020)</b>                                 |            |        |      |            |           |         |       |       |      |             |
| % qui pensent que leurs points de vue sont pris en compte par les fournisseurs d'aide au sujet de l'assistance qu'ils reçoivent* | N/A        | 49%    | 63%  | 30%        | 21%       | 62%     | 45%   | 59%   | 27%  | 84%         |
| % qui savent comment faire des suggestions ou se plaindre des services humanitaires**  | N/A        | 24%    | 10%  | 29%        | 6%        | 64%     | 25%   | 30%   | 10%  | 16%         |

\* Indicateur dans la version révisée du PRH (juillet 2020): Proportion de la population affectée consultée par les acteurs humanitaires pour l'intégration de leurs retours dans la programmation humanitaire. Cible: 10%.

\*\* Indicateur dans la version révisée du PRH (juillet 2020): Proportion de la population affectée faisant usage des mécanismes de plaintes et de retours établis par les acteurs humanitaires. Cible: 10%.

## Principaux résultats de l'enquête

- Les personnes enquêtées estiment avoir de bonnes relations avec les fournisseurs d'aide: 79% se sentent traitées avec respect par ceux qui fournissent l'aide et 76% se sentent à l'aise pour signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitement de la part du personnel humanitaire.
- La majorité des personnes interrogées se sent en sécurité dans leur vie quotidienne (78%) et quand elles accèdent à l'aide (86%).
- 49% pensent que leurs points de vue soient pris en compte dans les décisions humanitaires.
- 88% ne savent pas comment les organisations humanitaires décident de qui reçoit l'assistance et de qui n'en reçoit pas. Néanmoins, 49% pensent que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin.
- 67% des personnes interrogées ne sont pas satisfaites de la couverture de leurs besoins essentiels par l'assistance humanitaire. Selon elles, les besoins essentiels en nourriture (69%) et en cash (56%) sont ceux les moins satisfaits par l'assistance humanitaire.
- 47% se sentent informées à propos de l'aide qu'elles peuvent recevoir. Les personnes interrogées préfèrent recevoir des informations de la part des acteurs humanitaires par téléphone (40%), à la radio (40%) et lors des réunions communautaires (37%).
- Seul 24% indique qu'ils savent comment faire des plaints et 19% connaît un numéro vert.
- Les réponses à plusieurs questions soulignent l'importance des moyens de subsistance : seulement 11% des personnes interrogées pensent que l'aide qu'elles reçoivent leur permettra de vivre sans aide à l'avenir, et environ la moitié (54%) estime pouvoir gagner leur vie en travaillant dans l'économie locale. Enfin, 80% d'entre elles estiment que les activités génératrices de revenus les aideront à devenir autonomes.
- Dans l'ensemble, les personnes interrogées à Dori, Kongoussi et Barsalogo ont des réponses particulièrement négatives par rapport aux autres communes.

## Perceptions des populations vulnérables



### Personnes âgées de plus de 60 ans (51)

90% se sentent respectées par les fournisseurs d'assistance humanitaire – proportion plus élevée que les jeunes (70%) et que les répondants âgés de 36 à 60 ans (81%).

32% pensent qu'elles peuvent gagner leurs vies en travaillant dans l'économie locale – proportion plus faible que les jeunes (62%) et que les répondants âgés de 36 à 60 ans (53%).

38% pensent que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin – proportion plus faible que les jeunes (53%) et que les répondants âgés de 36 à 60 ans (48%).

10% ont une connaissance d'un numéro vert – proportion plus faible que les jeunes (18%) et que les répondants âgés de 36 à 60 ans (21%).



### Ménages dirigés par des femmes (79)

39% pensent pouvoir gagner leurs vies en travaillant dans l'économie locale – proportion plus faible qu'au sein des ménages dirigés par les hommes (57%).

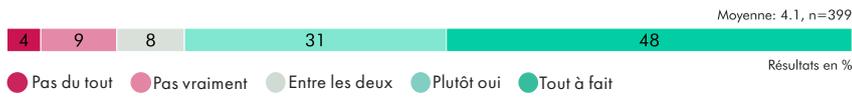
40% pensent que l'assistance touche les personnes qui en ont le plus besoin – proportion plus faible qu'au sein des ménages dirigés par les hommes (51%).

76% se sentent en sécurité quand elles accèdent à l'aide humanitaire – proportion plus faible qu'au sein des ménages dirigés par les hommes (88%).

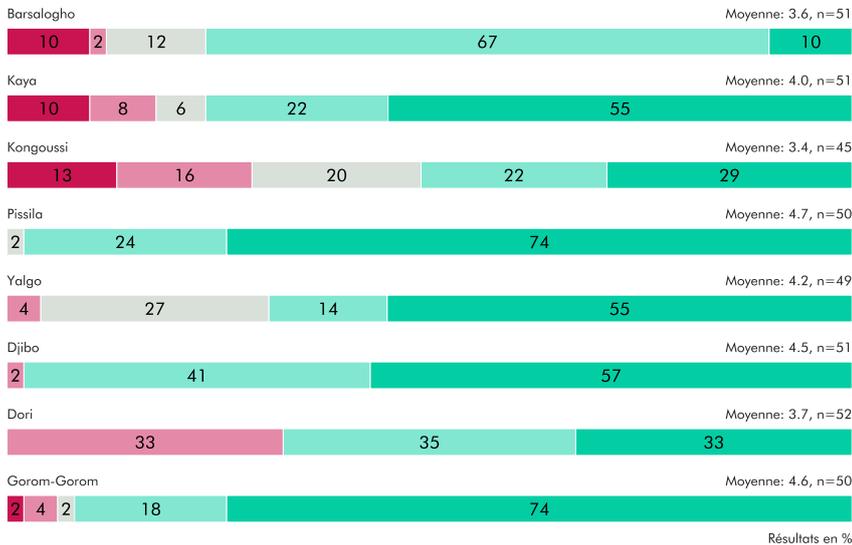
12% ont déposé une suggestion ou une plainte – proportion plus faible qu'au sein des ménages dirigés par les hommes (23%).

# Relation avec des fournisseurs d'assistance humanitaire

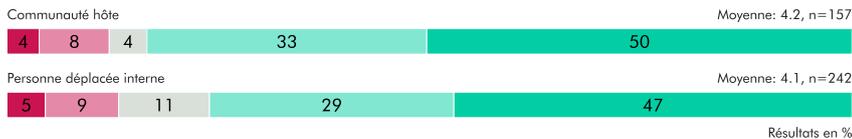
## Êtes-vous traité avec respect par ceux qui fournissent l'aide ?



### Par commune



### Par population



Que signifie de se sentir respecté par les fournisseurs d'assistance humanitaires? Pour comprendre ces données, nous avons examiné d'autres résultats liés aux fournisseurs d'aide humanitaires : lorsqu'on a demandé comment les personnes affectées préféreraient déposer des plaintes, la majorité des répondants préfèrent avoir des discussions en face à face avec les humanitaires (voir page 19). Les humanitaires sont également le groupe auquel les gens font le plus confiance pour porter plainte (page 19) et la plupart des gens se sentent à l'aise pour signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitement de la part du personnel humanitaire (page 19). Ces résultats démontrent que les acteurs humanitaires sont perçus comme les acteurs de confiance qui peuvent être intégrés dans les mécanismes de redevabilité et le processus de partage d'information envers les personnes affectées.

## Pensez-vous que vos points de vue sont pris en compte par les fournisseurs d'aide au sujet de l'assistance que vous recevez ?

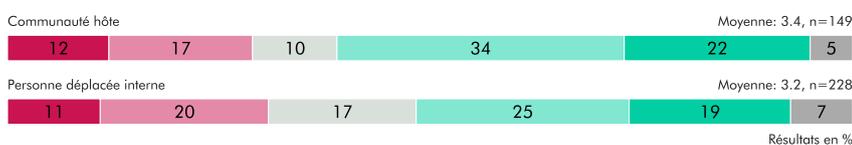


Les jeunes répondants (18-35 ans) se sentent traités avec moins de respect (70%) par ceux qui fournissent l'aide que les répondants âgés de 36 à 60 ans (81%) et ceux de plus de 60 ans (90%).

## Par commune



## Par population



Bien que près de la moitié des personnes interrogées estiment que leurs opinions sont prises en considération, le rapport qualitatif du HCR montre qu'il n'y a pas de consensus parmi les personnes consultées sur le sentiment d'être inclus dans le processus de prise de décision des programmes humanitaires, comme mentionné dans le rapport HCR.<sup>8</sup> Les opinions exprimées varient considérablement d'une commune à l'autre et selon les différents groupes. Par exemple, les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes déplacées sont tous considérés comme des groupes qui ne sont pas consultés ou considérés. Certains PDI estiment que les opinions des membres de la communauté hôte sont prennent le dessus sur les leurs; tandis que le HCR a également noté que certains membres de la communauté hôte ne pensent pas que leurs opinions sont prises en considération étant donné qu'ils ne sont pas bénéficiaires de l'aide humanitaire.

Compte tenu de cette diversité de données quantitatives et qualitatives, les agences devraient organiser des réunions communautaires régulières pour les personnes affectées afin de partager leurs préférences, leurs besoins et leurs commentaires en matière d'aide humanitaire directement avec les humanitaires eux-mêmes. En plus, les agences devraient organiser des réunions communautaires régulières pour communiquer de manière claire et transparente comment leurs plans de programmation visent à répondre aux préférences et aux besoins exprimés par les divers groupes affectés. Les partenaires d'implémentation devraient s'assurer de diversifier les groupes qui contribuent aux projets via des consultations auprès des groupes clés en plus des consultations généralisées (p.ex. groupe de femmes, groupe de jeunes, groupe PDI, etc).



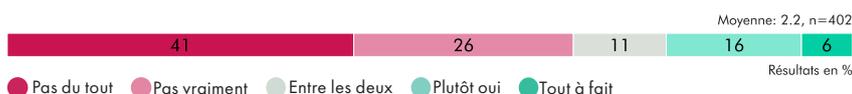
Les ménages dirigés par des femmes sont légèrement plus pessimistes concernant la prise en compte de leurs points de vue dans les décisions humanitaires (43%) par rapport à ceux dirigés par des hommes (50%).

<sup>8</sup> « Rapport Final : Consultations avec les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au nom du Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne, » HCR, septembre 2020.

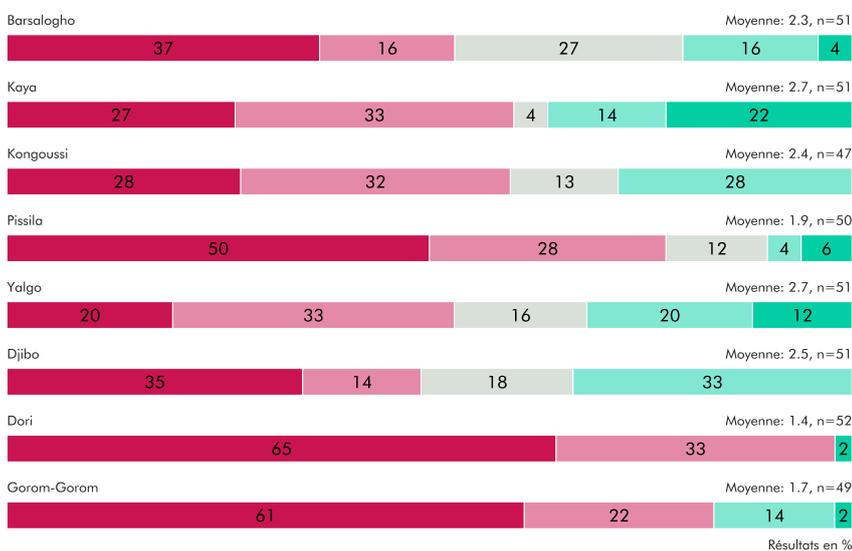
Voir la citation: « La participation est discriminatoire selon la position de PDI ou de communauté hôte, selon le sexe et selon l'âge (adultes versus enfants-jeunes). La participation des enfants est quasi-nulle dans les instances de consultation et de prise de décision et les mécanismes de participation pour les enfants n'existent pas. Par ailleurs, les besoins des personnes vivant avec un handicap et la revendication de leurs droits sont ressortis seulement dans les localités où il y a des organisations qui les représentent. Dans les autres localités, elles n'ont pas de visibilité. »

# Qualité de l'assistance humanitaire

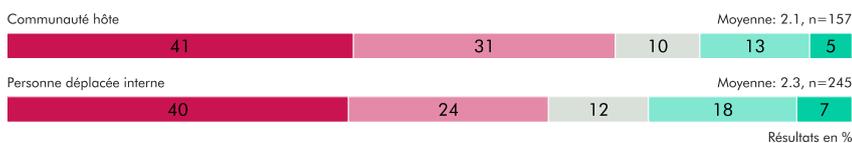
## L'aide que vous recevez actuellement couvre-t-elle vos besoins essentiels ?



### Par commune



### Par population



Lors de la collecte de données, nos enquêteurs ont eu des difficultés à trouver des membres de la communauté hôte ayant reçu une aide humanitaire au cours des six derniers mois dans les zones ciblées par l'enquête. Ceci peut partiellement expliquer pourquoi la plupart des membres de la communauté hôte interrogés ne pensent pas que l'aide reçue couvre leurs besoins essentiels et ne pensent pas qu'ils reçoivent d'aide lorsqu'ils en ont le plus besoin (voir page 7).

Selon notre enquête, le nombre de bénéficiaires de la communauté hôte est limité et ils ne reçoivent pas mensuellement l'aide comme les bénéficiaires PDI. Ce sentiment fait écho aux opinions récoltées par le HCR où des groupes de populations hôtes consultés ont exprimé que l'assistance humanitaire ne s'adresse pas aux besoins de la population hôte.<sup>9</sup>

<sup>9</sup> « Rapport Final : Consultations avec les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au nom du Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne, » HCR, septembre 2020.

## Quels sont vos besoins essentiels qui ne sont pas satisfaits ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Les perceptions des personnes affectées récoltées par GTS font écho au Multi-Sector Needs Assessment (MSNA) mené par REACH où la sécurité alimentaire, la santé, et les biens non-alimentaire et l'abris sont les principaux secteurs dans lesquels la population souhaite recevoir plus d'assistance.<sup>10</sup>

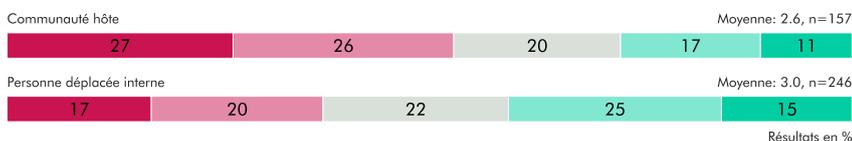
## Recevez-vous l'aide quand vous en avez besoin ?



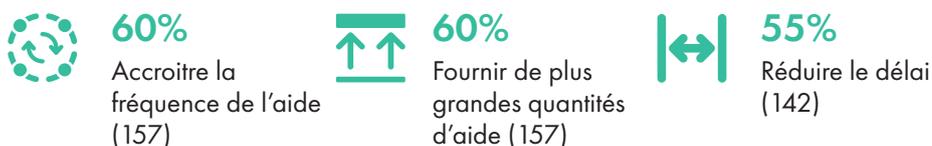
### Par commune



### Par population



## Qu'est-ce que le personnel humanitaire peut faire différemment pour s'assurer que vous recevez l'aide lorsque vous en avez le plus besoin ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.



Malgré le fait que 88% des personnes interrogées reçoivent de l'assistance en nourriture, le principal besoin essentiel non couvert demeure la nourriture. Face à ce constat, il faut noter que les personnes interrogées citent le cash comme un besoin essentiel non couvert et qu'elles préfèrent recevoir l'assistance ainsi. Il serait donc plus efficace de fournir l'aide sous cette forme et répondre ainsi aux besoins alimentaires.



Les personnes interrogées disant recevoir l'aide lorsqu'elles en ont le plus besoin ont tendance à être plus positives sur la couverture de leurs besoins essentiels.



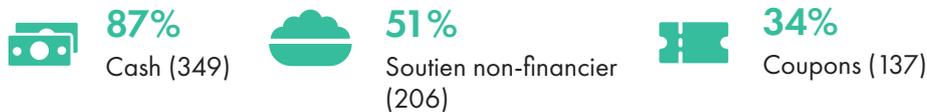
Quand les humanitaires font un recensement pour nous apporter leur aide, [nous aimerions] que le temps qui sépare le recensement et l'effectivité de l'aide soit bref

- Membre de la communauté hôte vivant avec un handicap à Kaya, 3 novembre 2020

<sup>10</sup> « Multi-Sector Needs Assessment (MSNA) – Présentation des résultats préliminaires, » REACH, septembre 2020.

Les perceptions des personnes affectées récoltées par GTS font écho au MSNA mené par REACH qui souligne que les quantités insuffisantes et l'assistance de trop courte durée sont les raisons principales expliquant l'insatisfaction des ménages interrogés par rapport à l'assistance reçue.<sup>11</sup>

### Comment préféreriez-vous recevoir de l'aide ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

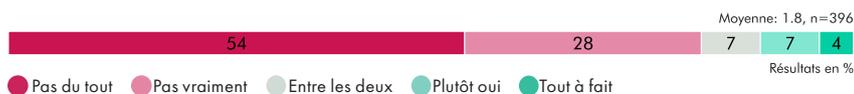
Les raisons suivantes ont été avancées lors des discussions de groupe à Kaya pour expliquer pourquoi certaines personnes préfèrent l'assistance monétaire en cash: (1) Parfois, les vivres fournis ne sont plus comestibles; (2) L'assistance monétaire permet aux gens d'acheter ce qu'ils veulent manger; (3) L'assistance monétaire permet aux gens de mettre en place un petit commerce; (4) L'assistance monétaire permet aux gens de préserver leur dignité et de ne pas être considérés comme quelqu'un qui est dans le besoin; (5) Parfois, on leur donne des aliments qu'ils ne mangent pas normalement et ne savent pas quoi en faire; (6) Pour ceux qui vivent avec un handicap, on nous a dit que l'assistance monétaire pourrait être préférée, car lorsque l'aide est fournie en nature, il faut trouver de l'argent pour transporter l'article jusqu'au domicile.

Néanmoins, plusieurs personnes trouvent le soutien en nature plus rassurant que l'assistance monétaire. D'autres expliquent que l'assistance monétaire serait de toute façon utilisé pour acheter de la nourriture.

L'enquête REACH a spécifiquement demandé aux répondants comment ils préféreraient recevoir une aide alimentaire. Ainsi, 46% des ménages PDI du Sahel et 47% du Centre-Nord mentionnent que l'assistance monétaire en cash est leur modalité d'assistance préférée par rapport à une réponse en provision directe de bien ou services.<sup>12</sup> Ces données supplémentaires démontrent que de nouvelles consultations avec les communautés sont nécessaires pour comprendre pour quelle besoin ou raison les gens veulent spécifiquement une aide sous forme d'assistance monétaire en cash.

## Résilience et rétablissement des moyens de subsistance

Pensez-vous que le soutien que vous recevez vous permet de vous autonomiser (vivre sans aide à l'avenir) ?



Les perceptions récoltées par GTS montrent que les PDI (88%) et les communautés hôte (85%) ont des préférences très similaires pour le cash.



**Nous préférons les dons en nature que le cash parce que le cash nous sert d'achat en nourriture**

- Leader de groupe de PDI à Dori, 29 octobre 2020



**Le cash peut permettre aux gens de payer ce qu'ils ont envie de consommer**

- Femme membre de la communauté hôte à Kaya, 30 octobre 2020



**Avec le cash je préserve ma dignité et personne ne me voit comme un nécessiteux.**

- Leader des membres de la communauté hôte vivant avec un handicap à Kaya, 3 novembre 2020



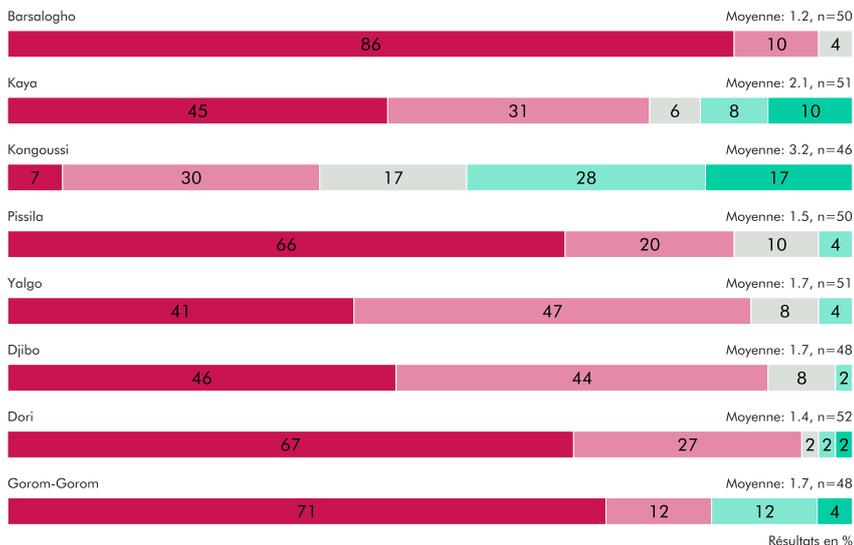
Les personnes âgées de 18 à 35 ans et les personnes de plus de 60 ans sont plus négatives (8%) que celles âgées de 36 à 60 ans (14%).

Il n'y a pas de divergence significative par catégorie de genre, ménage, population ou bénéficiaire d'assistance monétaire.

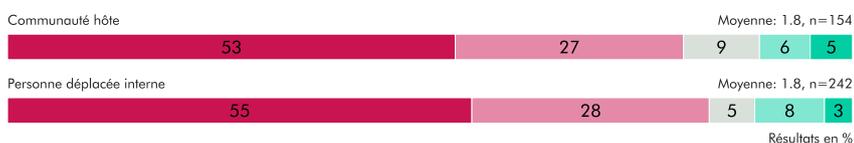
<sup>11</sup> « Multi-Sector Needs Assessment (MSNA) – Présentation des résultats préliminaires, » REACH, septembre 2020.

<sup>12</sup> Ibid.

## Par commune



## Par population



## Qu'est-ce qui vous aiderait à devenir autonome ? (n=403)

 **80%**  
Activités génératrices de revenus (281)

 **57%**  
Accès au micro-crédit et emprunts bancaires (201)

 **34%**  
Accès aux terres agricoles (120)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donnés plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

## Quelle est la principale source de revenu que vous (et votre famille) utilisez pour satisfaire vos besoins fondamentaux ? (n=403)

 **66%**  
L'aide humanitaire (266)

 **62%**  
Un travail rémunéré (250)

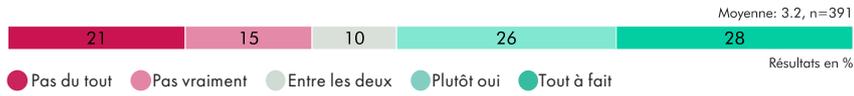
 **16%**  
L'argent reçu de personnes vivant ailleurs dans autres villes au Burkina Faso (63)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donnés plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

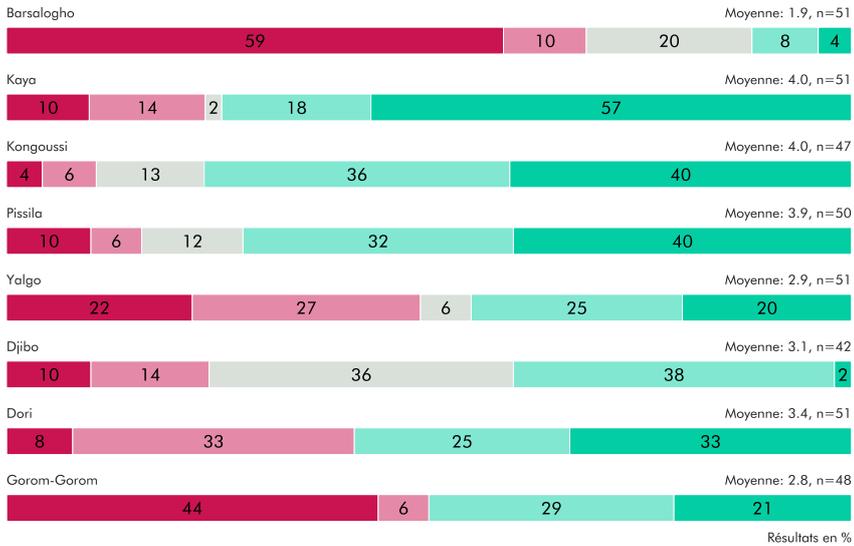


En plus de ces besoins, les femmes soulignent que des formations professionnelles (28%) les aideraient à devenir autonome.

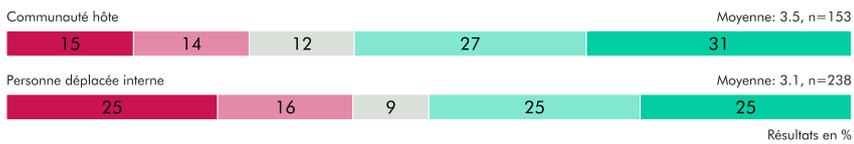
## Pouvez-vous gagner votre vie en travaillant dans l'économie locale ?



### Par commune



### Par population



## Quels sont les principaux obstacles à obtenir un emploi ? (n=403)

**45%**

Il y a trop de concurrence (81)

**45%**

Les gens n'ont pas les compétences nécessaires pour trouver du travail (81)

**22%**

Les personnes ayant des relations influentes ont de meilleures chances d'obtenir un emploi (39)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Au vu de ces résultats, les programmes visant à développer des moyens de subsistance devraient se concentrer sur le renforcement des compétences applicables au marché du travail local et devraient prendre en compte les obstacles empêchant les communautés de s'engager dans les types de travail qu'elles savent déjà faire. Selon les informateurs clés enquêtés par REACH, au Centre-Nord et au Sahel, les raisons principales liées à ce manque d'accès à leurs moyens de subsistance habituels sont l'insécurité, l'insuffisance d'accès au marché pour le commerce et l'accès limité aux transports.<sup>13,14</sup>



Les ménages dirigés par des femmes (39%) sont plus négatifs que les ménages dirigés par les hommes (57%) quant à leur capacité à gagner leurs vies en travaillant dans l'économie locale.

62% des personnes âgées de 18 à 35 ans pensent qu'elles peuvent gagner leurs vies en travaillant dans l'économie locale par rapport à celles âgées de 36 à 60 ans (53%) et celles âgées de 60 ans ou plus (32%).

Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire sont plus positives (60%) sur leurs capacités à gagner leurs vies en travaillant dans l'économie locale que les autres catégories de personnes affectées (49%).



**La méconnaissance du milieu et un manque de confiance [sont les principaux obstacles à obtenir un emploi]**

- Homme déplacé à Gorom-Gorom, 15 août 2020

<sup>13</sup> « Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières : Burkina Faso – Région du Centre Nord, » REACH, juin 2020.

<sup>14</sup> « Evaluation de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières : Burkina Faso – Région du Sahel, » REACH, juin 2020.

**Certains membres de votre communauté vendent-ils les biens reçus de la part des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels ?**  
(n=402)

**14%** des personnes interrogées estiment que des membres de leurs communautés vendent des biens reçus des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels. Étant donné que la majorité des répondants ne pensent pas que l'aide reçue couvre leurs besoins essentiels, cette faible proportion des répondants qui pensent que membres de leurs communautés vendent des biens reçus peut être due au fait que les répondants ne se sentent pas à l'aise de signaler que les gens vendent les biens reçus de la part des organisations humanitaires.

Selon les personnes ayant répondu que membres de leurs communautés vendent des biens reçus, 80% (45) soulignent que les biens alimentaires sont les biens les plus rentables à la vente.

---

**Selon les personnes ayant répondu que des membres de leurs communautés vendent les biens reçus, qu'est-ce que les gens achètent grâce à l'argent de la vente des biens de l'assistance ?** (n=56)



**71%**

Bois pour la cuisine (40)



**63%**

Nourritures (poisson, viande, légumes, condiments, etc.) (35)



**52%**

Médicaments (29)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

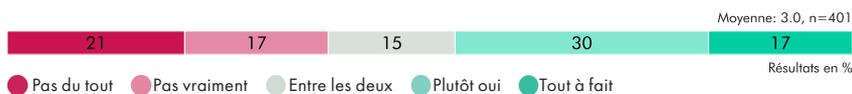


Tous vendent souvent

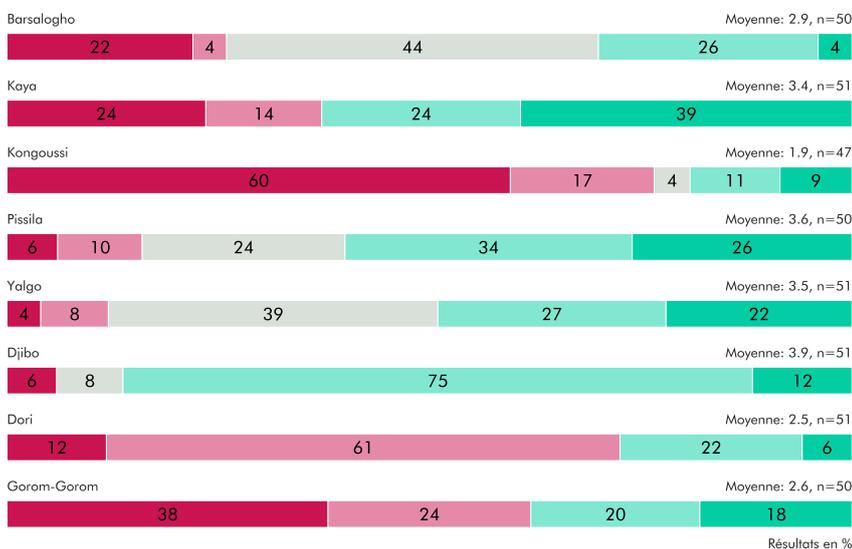
- Femme déplacée à Dori, 13 août 2020

# Information et communication

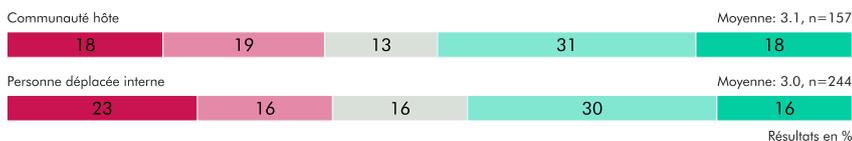
## Pensez-vous être informé au sujet de l'aide ou des services que vous pouvez recevoir ?



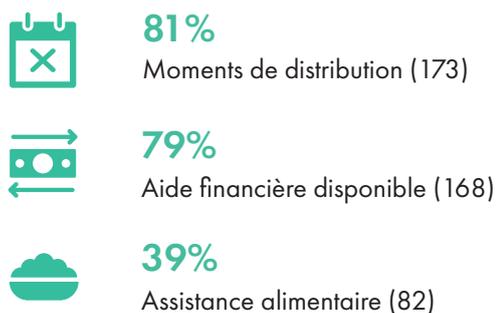
### Par commune



### Par population

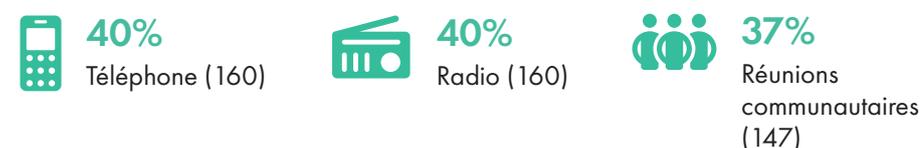


## De quelles informations avez-vous besoin ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

## Comment préférez-vous recevoir des informations de la part des acteurs humanitaires ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.



Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire se sentent plus informées (54%) que les autres catégories de personnes affectées (41%) au sujet de l'aide et des services qu'elles peuvent recevoir.



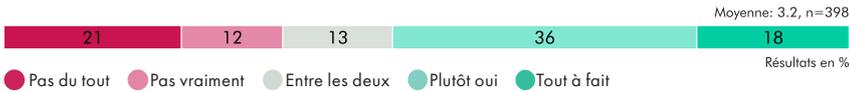
Les informations dont les personnes interrogées ont besoin s'alignent avec les autres perceptions récoltées par GTS :

- Les personnes interrogées ne pensent pas recevoir l'aide quand elles en ont le plus besoin (voir page 7).
- Les personnes interrogées préfèrent le cash comme moyen de recevoir de l'aide (voir page 8).
- Les personnes interrogées estiment que la nourriture est un besoin essentiel non-couvert (voir page 7).

Les perceptions des personnes affectées récoltées par GTS font écho au MSNA de REACH qui souligne que la majorité des ménages PDI dans tous les régions où REACH a mené leurs enquêtes mentionnent le téléphone et le radio comme moyens de communication privilégiés.<sup>15</sup>

La grande majorité (61 %) des personnes interrogées par GTS préfèrent recevoir des informations sur l'aide humanitaire à travers les agents humanitaires (247). 10% d'entre elles préfèrent recevoir des informations à travers les Conseillers Villageois de Développement (CVD) (41) et 9% d'entre elles préfèrent obtenir leurs informations des membres des comités de gestion (37).

### Pensez-vous que les leaders communautaires partagent avec vous les informations nécessaires sur les activités humanitaires ?

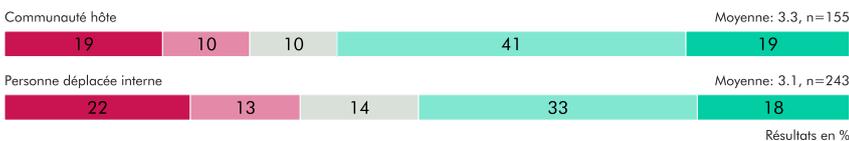


#### Par commune



Selon REACH, 51% de ménages au Centre-Nord et 19% au Sahel rapportant que leur source privilégiée pour recevoir de l'information sur l'assistance humanitaire disponible est le leader communautaire.<sup>16</sup> Ainsi, lorsque les humanitaires déterminent s'il faut utiliser les leaders communautaires comme canal d'information pour partager des informations avec les communautés affectées, ils doivent prendre une décision nuancée en fonction de si les leaders communautaires sont des canaux privilégiés dans une commune/région particulière et si il y a un sentiment que les leaders communautaires partagent l'information avec les communautés.

#### Par population



Les personnes affectées interrogées affirmant que les leaders communautaires partagent les informations nécessaires sur les activités humanitaires ont plus tendance à se sentir informées au sujet de l'aide et des services qu'elles peuvent recevoir.

<sup>15</sup> « Multi-Sector Needs Assessment (MSNA) – Présentation des résultats préliminaires, » REACH, septembre 2020.

<sup>16</sup> Ibid.

Selon les personnes ayant répondu de manière négative, les principales raisons pour lesquelles les leaders communautaires ne partagent pas les informations sur l'aide sont les suivantes (n=181) :

**40%**

Corruption / Avidité (73)

**29%**

Ils/elles ne se soucient pas de la communauté (53)

**24%**

Ils/elles ne sont pas disponibles (44)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

## Protection

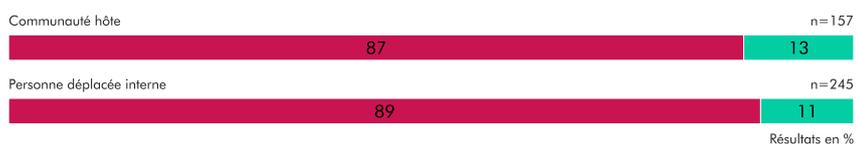
Savez-vous comment les organisations humanitaires décident de qui reçoit l'assistance et de qui n'en reçoit pas ?



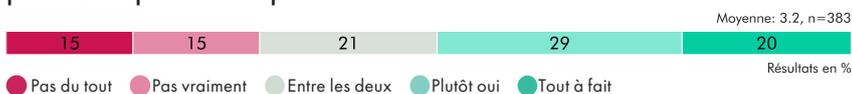
### Par commune



### Par population



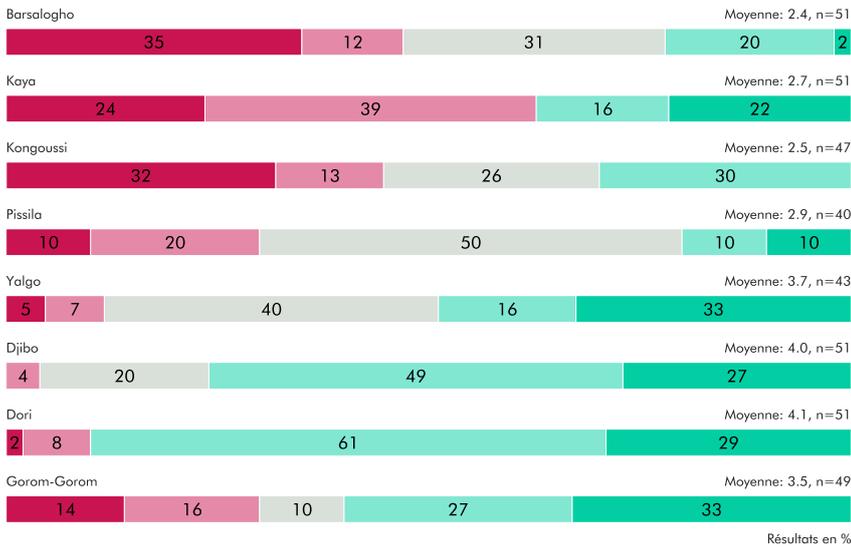
Pensez-vous que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin ?



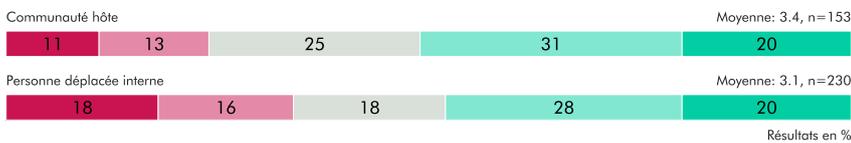
Les femmes (11%) et les hommes (13%) ont un niveau de connaissance plus ou moins égal du processus de ciblage. Cependant, les ménages dirigés par les femmes connaissent mieux le processus de ciblage (18%) que ceux dirigés par les hommes (10%).

Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire ont une meilleure connaissance du processus de ciblage (18%) que les autres catégories de personnes affectées (7%).

## Par commune



## Par population



Bien que la plupart des personnes interrogées ne sachent pas comment les organisations humanitaires décident des bénéficiaires de l'assistance, la plupart estime tout de même que l'assistance touche les personnes en ayant le plus besoin.

Cependant, des preuves anecdotiques recueillies lors de discussions de groupe après ces entretiens ont montré que de nombreux membres de la communauté hôte, et en particulier les membres de la communauté hôte handicapé, se sentent exclus et n'ont pas accès à l'assistance humanitaire (voir la section des recommandations à la page 22).

## Quels groupes de personnes ont le plus besoin d'assistance mais n'en bénéficient pas ? (n=196)



64%

Personnes âgées (126)



46%

Veuves (91)



30%

Personnes non-enregistrées (58)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.



Les personnes bénéficiant d'assistance monétaire sont plus nombreuses à affirmer que l'assistance touche les personnes qui en ont le plus besoin (59%) que les autres catégories de personnes affectées (40%).

Les ménages dirigés par les femmes sont moins positifs sur le ciblage des populations les plus vulnérables (40%) que ceux dirigés par les hommes (51%).

Les personnes âgées de 60 ans ou plus sont un peu moins nombreuses (38%) à affirmer que l'assistance fournie par les acteurs humanitaires touche les personnes qui en ont le plus besoin que les personnes âgées de 18 à 35 ans (53%) et celles âgées de 36 à 60 ans (48%).



Beaucoup n'ont pas leur nom sur la liste de distribution

- Homme déplacée à Dori, 17 août 2020

## Pourquoi pensez-vous que ces personnes sont mises de côté ? (n=196)

**68%** Ils/elles ne reçoivent pas d'informations sur l'aide (133)

**34%** Les points de distribution sont surpeuplés (67)

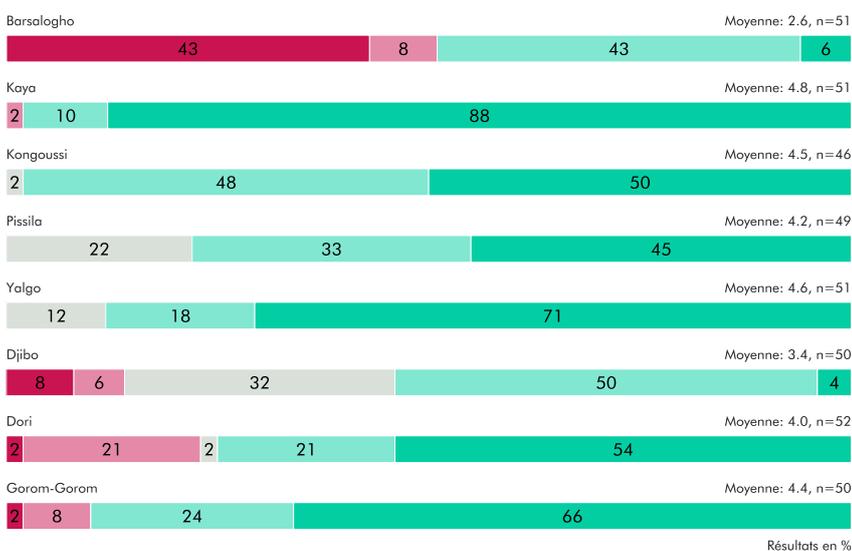
**17%** L'aide ne leur arrive pas à temps (33)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

## Vous sentez-vous en sécurité dans votre vie quotidienne ?



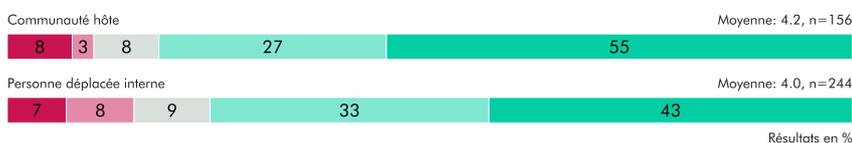
### Par commune



La plupart de nos répondants, à l'exception de ceux vivant à Barsalogo, Pissila et Yalgo, vivent dans des communes urbaines, ce qui pourrait être l'une des raisons pour lesquelles les réponses à cette question sont très positives. Cela dit, les personnes interrogées à Pissila et Yalgo étaient également généralement positives.

Les personnes consultées par le HCR ont déclaré que l'absence de sécurité leur donne le sentiment de ne pas être protégées. Selon les personnes consultées, leur liberté de circulation est limitée en raison de la détérioration du contexte sécuritaire. Les femmes ont affirmé vivre dans la peur constante d'être victimes de VBG et violences sexuelles; les jeunes filles ont affirmé avoir peur des mariages précoces et les hommes craignent en général de sortir des localités où ils habitent actuellement.<sup>17</sup> Ces retours qualitatifs soulignent l'importance à bien comprendre les expériences de la communauté au sein de chaque commune et les expériences spécifiques des groupes marginalisés dans chaque commune afin de répondre aux besoins sécuritaires d'une manière efficace.

### Par population



**Vue qu'il ne peuvent pas se déplacer sur les sites de distribution, ils sont oubliés**

- Homme déplacée à Kaya, 15 août 2020



Les personnes bénéficiaires d'assistance monétaire (86%) se sentent davantage en sécurité dans leurs vies quotidiennes que les autres catégories de bénéficiaires (72%).

Les femmes se sentent légèrement plus en sécurité (82%) que les hommes (75%).

<sup>17</sup> « Rapport Final : Consultations avec les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au nom du Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne, » HCR, septembre 2020.

## Pourquoi ne vous sentez vous pas en sécurité ? (n=86)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Malgré le fait que la plupart des personnes interrogées se sentent en sécurité, de nombreuses d'entre elles continuent d'avoir peur dans leurs vies quotidiennes et font face à des traumatismes récents :

“ Vu la situation d'insécurité du pays, personne ne peut se sentir à l'aise  
- Homme membre de la communauté hôte à Pissila, 13 août 2020

On a toujours peur parce qu'on a vaincu la terreur  
- Homme déplacé à Kongoussi, 17 août 2020

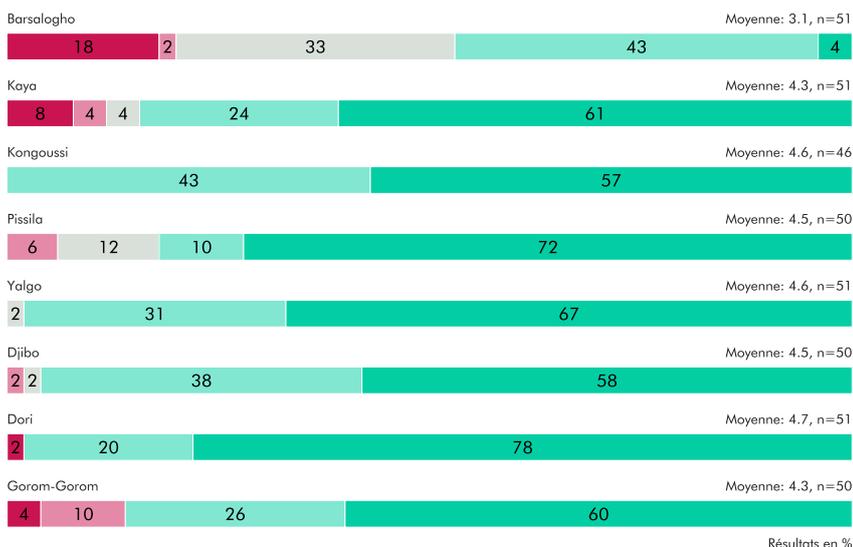
“ Traumatisme antérieure des attaques terroristes  
- Femme déplacée à Gorom-Gorom, 14 août 2020

La peur m'anime toujours. On a été pourchassés comme des lièvres pour égorger mon fils chez nous  
- Femme déplacée à Pissila, 16 août 2020

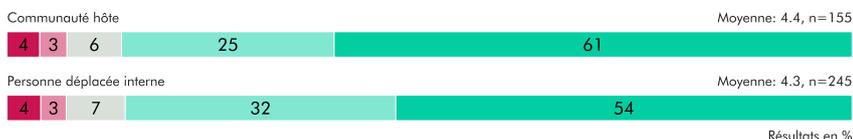
## Vous sentez-vous en sécurité quand vous accédez à l'assistance humanitaire?



### Par commune



### Par population



Les personnes bénéficiaires d'assistance monétaire (92%) se sentent plus en sécurité que les autres catégories de personnes affectées (82%).

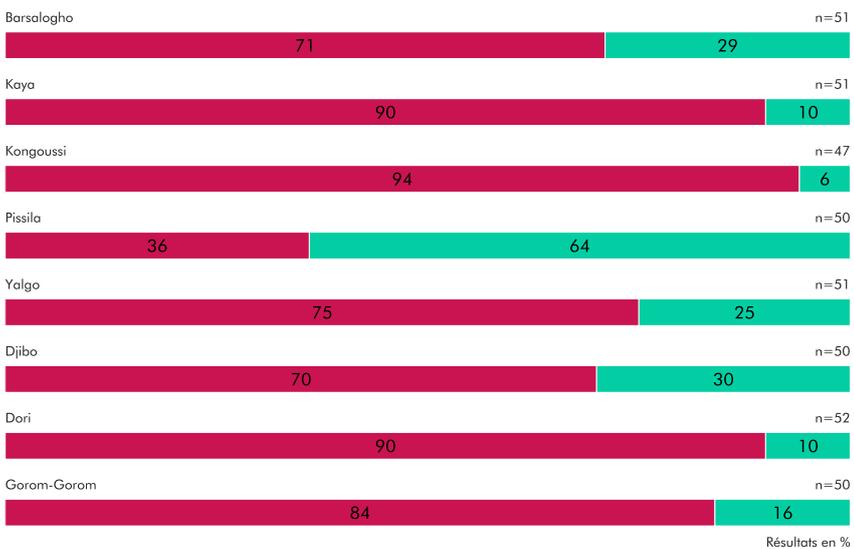
Selon les personnes enquêtées qui ne se sentent pas en sécurité quand elles accèdent à l'assistance humanitaire, les principales sources d'insécurité sont les points de distribution surpeuplés (44), les vols (10) et la distance éloignée du lieu de résidence (8).\*

\* Note : Ces réponses ne doivent pas être lues comme représentatives ni indicatives des principales raisons pour lesquelles les gens ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils accèdent à l'aide, car le nombre de réponses à cette question est très faible.

### Savez-vous comment faire des suggestions ou vous plaindre des services humanitaires auprès de ceux qui fournissent l'aide ?



#### Par commune



#### Par population



Selon le récent MSNA de REACH, les ménages PDI interrogés ne sont pas au courant de la présence de mécanismes de plaintes et qu'il y a un manque d'information sur comment accéder aux mécanismes de plaintes.<sup>18</sup>

### Avez-vous déjà fait une suggestion ou porter plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ?



Le récent rapport MSNA de REACH démontre également une faible utilisation des mécanismes de plainte: 9% des ménages PDI du Sahel et 5% des ménages du Centre-Nord déclarent avoir utilisé des mécanismes de plainte.<sup>19</sup>



18% des femmes savent comment faire des suggestions ou se plaindre. 29% des hommes ont une connaissance des mécanismes des plaintes.



Les ménages dirigés par les hommes ont déposé plus de plaintes (23%) que les ménages dirigés par les femmes (12%).

60% (12) des personnes ayant soumis une suggestion ou porter plainte ont reçu une réponse et sur ces personnes, 83% (10) d'entre elles étaient satisfaites de la réponse reçue.\*

<sup>18</sup> « Multi-Sector Needs Assessment (MSNA) – Présentation des résultats préliminaires, » REACH, septembre 2020.

<sup>19</sup> Ibid.

Selon les personnes interrogées ayant déjà déposé une suggestion ou porté plainte, les mécanismes de feedback les plus utilisés sont en face-à-face avec le personnel humanitaire (11) et les leaders communautaires (10), et au travers des comités de gestion des plaintes (4).\*

\* Note : Ces réponses ne doivent pas être lues comme représentatives ni indicatives des principaux mécanismes que les personnes affectées utilisent pour faire des suggestions ou porter des plaintes, car le nombre de réponses à cette question est très faible.

### Comment préférez-vous faire une suggestion ou plainte auprès de ceux qui fournissent l'aide ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

Les perceptions des personnes affectées récoltées par GTS font écho au MSNA de REACH où les moyens privilégiés pour déposer une plainte sont par téléphone, face à face à la maison / dans un bureau et via le leader communautaire.<sup>20</sup>

### À quels groupes suivants faites-vous le plus confiance pour faire une suggestion ou porter une plainte ? (n=403)



Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

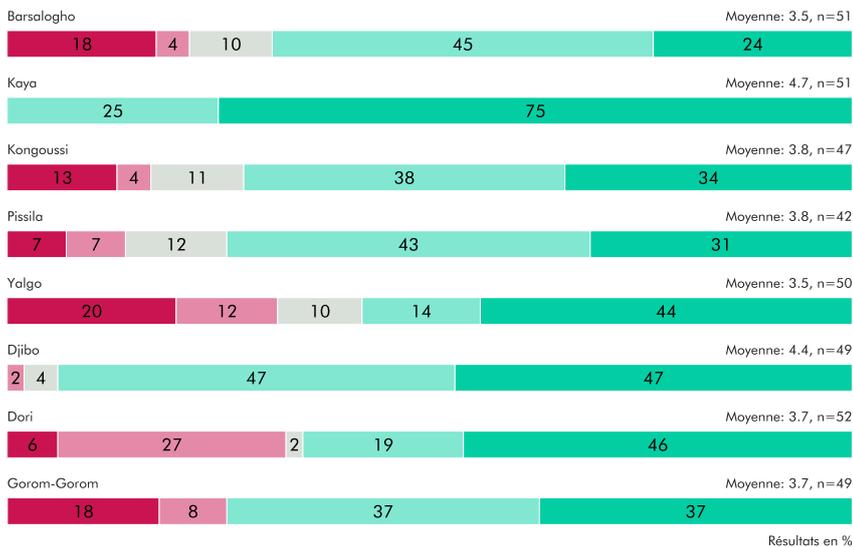
### Vous sentiriez-vous à l'aise pour signaler des cas d'abus, de harcèlement ou de mauvais traitement de la part du personnel humanitaire ?



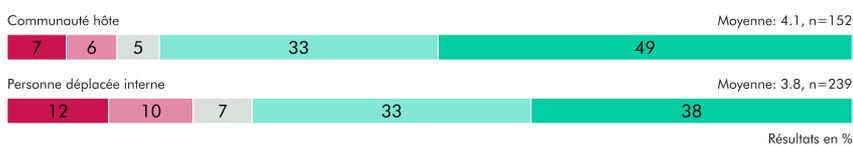
15% des femmes (29) disent également qu'elles font confiance aux leaders religieux.

<sup>20</sup> « Multi-Sector Needs Assessment (MSNA) – Présentation des résultats préliminaires, » REACH, septembre 2020.

## Par commune



## Par population



## Pourquoi ne vous sentez-vous pas à l'aise pour rapporter des cas d'abus de la part des acteurs humanitaires ? (n=95)

- 38%** Manque d'information sur le mécanisme de plaintes (36)
- 28%** Sentiment d'impuissance (27)
- 27%** Discrimination de la part de personne autre que les acteurs humanitaires (26)

Note : Ces pourcentages indiquent les réponses les plus fréquentes à la question. Les enquêtés ayant parfois donné plusieurs réponses, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100%.

## Connaissez-vous un numéro vert ?



## Par commune



Les hommes (80%) se sentent plus à l'aise que les femmes (71%) pour signaler des abus de la part des acteurs humanitaires.

Les personnes bénéficiaires de l'assistance monétaire (80%) se sentent plus à l'aise que les autres catégories de personnes affectées (72%).



Les personnes âgées de 18 à 35 ans (18%) et de 36 à 60 ans (21%) ont une meilleure connaissance des numéros verts que les personnes âgées de plus de 60 ans (10%).



# Recommandations

Ces recommandations ont été proposées par les participants des groupes de discussions organisés à Dori et Kaya par UNICEF et Humanity Inclusion (voir page 2). Il est important de noter que les recommandations listées ci-dessous sont liées à un contexte spécifique et ne peuvent pas être généralisées à toute la population. Ces recommandations ne peuvent être interprétées qu'à travers le prisme du genre, handicap et status des personnes enquêtées. Il est ainsi crucial de prendre en compte ces dynamiques intersectionnelles dans notre analyse.

## 1. Processus de ciblage inclusif et mis à jour

- Pour s'assurer que les femmes ont accès à l'assistance humanitaire, [les humanitaires] doivent organiser assez régulièrement des rencontres avec les femmes à travers des causeries et des sensibilisations. Cela pourrait leur permettre de connaître les vraies préoccupations des femmes.

Kaya – Femmes communauté hôte

- Apporter aussi de l'aide aux communautés hôtes pour ne pas créer de frustration au sein de la population hôte.

Kaya – Femmes communauté hôte

- Être un peu plus regardant sur la situation des personnes vivant avec un handicap parce que nous sommes plus vulnérables que les PDI parce que la situation des PDI peut changer, mais notre handicap est à vie.

Kaya – Membres de la communauté hôte vivant avec un handicap

- Si les informations étaient numérisées et si tous les agents pouvaient se partager les informations, ils allaient pouvoir éviter de doubler les aides chez certains pendant que d'autres personnes ne bénéficient d'aucune aide.

Kaya – Leaders de la communauté hôte vivant avec un handicap

## 2. Canaux de communication accessibles et transparents

- Mettre en œuvre des méthodes de communication accessibles et ne dépendez pas uniquement du bouche à oreille. Il doit y avoir un canal de communication officiel qui permet à chacun d'avoir des informations.

Kaya – Membres de la communauté hôte vivant avec un handicap

- Fournir des informations à la communauté afin qu'elle puisse comprendre ce que fait chaque structure. À chaque installation d'une structure humanitaire, organiser un atelier avec tous les leaders pour qu'ils puissent avoir des informations sur leurs domaines d'intervention afin de mieux participer à leur travail et accéder aux aides.

Kaya – Leaders de la communauté hôte vivant avec un handicap

- Identifier un lieu fixe puis informer la population à l'avance de la date prévue pour la distribution.

Dori – Femmes et hommes PDI à Wendou; femmes et hommes PDI à Petit Paris; leaders PDI à Petit Paris

- Regrouper [les femmes] en petites structures qui peuvent avoir les informations auprès de ces humanitaires. Ces structures peuvent recevoir des financements pour des activités génératrices des revenus.

Dori – Femmes PDI à Wendou

- Utiliser les leaders communautaires pour transmettre l'information parce que ces derniers reçoivent à temps l'information sur l'aide humanitaire.

Dori – Femmes et hommes à Petit Paris, à Gnaralla et à Wendou; leaders PDI à Petit Paris



Les humanitaires ont le regard tourné seulement vers les PDI tout en oubliant qu'il y a des hôtes (femmes) qui vivent également dans la misère

- Femme membre de la communauté hôte à Kaya, 30 octobre 2020



Il y a des structures qui viennent promettre de l'aide mais quand ils repartent nous n'en voyons rien. Ils nous font espérer pour rien

- Membre de la communauté hôte vivant avec un handicap à Kaya, 3 novembre 2020



[Les humanitaires] ne donnent aucune information avant de s'installer

- Leader des membres de la communauté hôte vivant avec un handicap à Kaya, 3 novembre 2020

### 3. Mécanismes de plaintes adaptés

- Veiller que chaque structure ait un agent qui pourrait récolter les différentes plaintes liées aux services rendus à la population. Le responsable doit être disponible parce que souvent il faut passer par l'agent qui a causé le tort pour avoir accès au responsable et ça cause problème souvent. De plus, il est important que le responsable de cette équipe humanitaire soit disponible, car certains expriment que si le leader et une personne ne s'entendent pas bien il pourrait ne pas porter ses plaintes vers les agents et il peut même aller déformer ses mots dans l'intention de se nuire.

Kaya – Femmes et hommes PDI

- Veiller à ce que les leaders communautaires puissent recevoir et traiter les plaintes, car pour certaines personnes, il est difficile d'approcher les humanitaires. Il est difficile pour les personnes vivant avec un handicap, en particulier, d'avoir accès à certains agents de certaines structures humanitaires.

Kaya – Membres de la communauté hôte vivant avec un handicap et leaders de la communauté hôte vivant avec un handicap

### 4. Renforcer la transition vers des activités d'autonomisation et de développement

- Mettre en œuvre les activités génératrices de revenus.

Kaya – Femmes membres de la communauté hôte; hommes PDI; femmes PDI; membres de la communauté hôte vivant avec un handicap

Dori – Femmes PDI à Wendou; leaders PDI à Petit Paris

- Former les femmes PDI dans les métiers (saponification, couture, transformation de produits laitiers, tissage, etc.).

Dori – Leaders PDI à Petit Paris

### 5. Adapter l'assistance humanitaire selon les préférences des personnes affectées

- Durant les groupes de discussions aucune recommandation spécifique était donné concernant les moyens d'assistance. Toutefois, consultez la page 8 pour les données spécifiques sur l'assistance monétaire et le soutien non-financier.



**Nous nous sentons capables d'accéder facilement aux agents humanitaires**

- Femme membre de la communauté hôte à Kaya, 30 octobre 2020



**Quelques sacs de vivres ou quelques billets d'argent ne peuvent pas rendre quelqu'un autonome**

- Femme membre de la communauté hôte à Kaya, 30 octobre 2020



**Nous sommes consciente que ceux qui nous aident ne peuvent pas le faire continuellement**

- Femme déplacée à Kaya, 29 octobre 2020

# Methodologie

## Méthodologie d'échantillonnage

Lors de la conception de l'échantillon de méthodologie pour cette enquête, nous avons référencé les chiffres les plus récents en utilisant l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) de 2020 d'OCHA,<sup>22</sup> le Plan de Réponse Humanitaire (HRP)<sup>23</sup> et la carte de la présence des opérations humanitaires.<sup>24</sup> Sur les 2,1 millions de personnes ciblées par l'aide humanitaire, 1,2 million étaient des membres de la communauté hôte et 921 000 étaient des déplacés internes (PDI).<sup>25</sup> Cependant, sur la base de conversations avec des humanitaires, nous avons pris conscience que l'accent était davantage mis sur la fourniture de l'aide humanitaire aux PDI. Par conséquent, nous avons ciblé une proportion égale de membres de la communauté hôte et de déplacés internes dans chaque commune. De même, nous avons ciblé une proportion égale de femmes et d'hommes par commune. Tous les répondants à notre enquête étaient des personnes qui ont déclaré avoir reçu de l'aide humanitaire au cours des 6 derniers mois (environ février 2020-juillet 2020).

À partir des sources mentionnées ci-dessus, nous avons sélectionné les communes (Kaya, Barsalogho, Kongoussi, Pissila, Yalgo, Djibo, Dori et Gorom-Gorom) du Centre-Nord et du Sahel selon les critères suivants: 1) le degré d'assistance humanitaire (nombre d'acteurs humanitaires sur le terrain), 2) la taille de la population affectée (communautés hôtes et déplacés internes), 3) l'accès aux sites de populations affectées (risque sécuritaire et logistique).

Nous avons codirigé les deux formations des enquêteurs avec notre partenaire de collecte de données, [Initiative Conseil International](#) (ICI). Une formation des enquêteurs a eu lieu en personne au siège d'ICI à Ouagadougou et la deuxième a été organisée en ligne pour les enquêteurs qui ne pouvaient pas se rendre à Ouagadougou en raison de problèmes de sécurité.

Pour sélectionner l'échantillon, nous avons utilisé deux processus de présélection différents, un pour les personnes habitant dans des camps et un autre pour les personnes habitant en dehors des camps. Pour ceux qui ne vivaient pas dans les camps, nous avons utilisé un échantillonnage en boule de neige pour compiler une liste de membres de la communauté hôte et de PDI. Si l'échantillonnage boule de neige a identifié une concession remplissant les critères de sélection dans un quartier donné, nous avons enquêté sur cette concession. Cependant, si l'échantillonnage boule de neige a identifié plusieurs concessions, l'enquêteur a procédé à un processus de sélection aléatoire. Nous avons utilisé l'application Random Number Generator pour sélectionner aléatoirement la concession à cibler. Pour s'assurer qu'une proportion égale d'hommes et de femmes a été interrogée, les enquêteurs ont alternés entre les hommes et les femmes pour chaque enquête.

Pour les PDI vivant dans des camps, nous avons interrogé un ménage éligible sur trois jusqu'à ce que nous ayons atteint la taille d'échantillon requise. Afin de garantir la prise en compte du sexe, nous avons alterné hommes et femmes lors du choix des personnes éligibles à l'enquête.

## Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon final était de 403 participants dans 8 communes. Les cibles d'échantillonnage ont été accomplies avec environ 50 répondants par commune. Alors que nous visions une répartition à 50:50 entre les membres de la communauté hôte et les PDI, l'échantillon final comprenait 39% de membres de la communauté hôte et 61% de PDI (voir « Limites de l'enquête »). De plus, 49% des répondants étaient des femmes et 51% des hommes.

## Auteurs

Elise Shea - Programme Analyst

Marie-Françoise Sitnam - Programme Manager

---

Si vous souhaitez d'avantage d'informations concernant notre projet, veuillez contacter Elise Shea ([elise@groundtruthsolutions.org](mailto:elise@groundtruthsolutions.org)) et Marie-Françoise Sitnam ([marie-francoise@groundtruthsolutions.org](mailto:marie-francoise@groundtruthsolutions.org)).

Pour plus d'informations concernant notre approche méthodologique, nous pourrions vous mettre en contact avec notre équipe de statisticiens.

Rejoignez-nous sur [groundtruthsolutions.org](https://groundtruthsolutions.org)

---

<sup>22</sup> "Aperçu des Besoins Humanitaires: Burkina Faso," OCHA, May 2020, [lien](#).

<sup>23</sup> "Plan de Réponse Humanitaire Burkina Faso," OCHA, January 2020, [lien](#).

<sup>24</sup> "Burkina Faso: Présence Opérationnelle," OCHA, 26 February 2020, [lien](#).

<sup>25</sup> "Plan de Réponse Humanitaire Burkina Faso."

Étant donné qu'un échantillonnage non-aléatoire a été utilisé, les marges d'erreur pour l'échantillon de cette étude ne peuvent pas être calculées. Cependant, un échantillon aléatoire simple avec la même taille d'échantillon (n = 403) fournirait une marge d'erreur de 4,9% à un niveau de confiance de 95%.

| Région      | Commune     | Type de commune | Femmes |                               | Hommes |                               | Total |
|-------------|-------------|-----------------|--------|-------------------------------|--------|-------------------------------|-------|
|             |             |                 | PDI    | Membres de la communauté hôte | PDI    | Membres de la communauté hôte |       |
| Centre-Nord | Kaya        | Urbaine         | 14     | 11                            | 15     | 11                            | 51    |
|             | Barsalogho  | Rurale          | 16     | 10                            | 17     | 8                             | 51    |
|             | Kongoussi   | Urbaine         | 18     | 4                             | 14     | 11                            | 47    |
|             | Pissila     | Rurale          | 13     | 12                            | 13     | 12                            | 50    |
|             | Yalgo       | Rurale          | 22     | 3                             | 19     | 7                             | 51    |
| Sahel       | Djibo       | Urbaine         | 12     | 13                            | 15     | 11                            | 51    |
|             | Dori        | Urbaine         | 15     | 10                            | 17     | 10                            | 52    |
|             | Gorom-Gorom | Urbaine         | 12     | 12                            | 14     | 12                            | 50    |
|             | Total       |                 | 122    | 75                            | 124    | 82                            | 403   |

### Les langues d'enquête

Nous avons rédigé l'enquête en français, puis l'avons traduite oralement en mooré et en fulfulde lors des sessions de formation des enquêteurs.

### Limites de l'enquête

Il faut noter que la répartition de l'échantillon selon le statut de PDI et des membres de la communauté hôte ne pouvait pas être respectée, car peu de membres de la communauté hôte ont bénéficié d'aide dans les régions où nous avons mené nos enquêtes.

De plus, nous n'avons pas mené l'enquête dans tous les secteurs<sup>26</sup> d'une commune donnée selon les raisons suivantes: (1) problèmes de sécurité dans certains secteurs; (2) les membres de la communauté hôte qui reçoivent de l'aide étaient difficiles à trouver, ce qui a obligé les enquêteurs à mener des enquêtes dans les secteurs où ils pouvaient trouver des membres de la communauté hôte ayant reçu une aide humanitaire; et (3) les PDI étaient principalement concentrées dans quelques zones au sein de quelques secteurs. Cette incapacité à sélectionner de manière aléatoire au niveau sectoriel peut signifier que certaines perceptions des personnes vivant dans des secteurs à haut risque ne sont pas représentées dans cette enquête. Néanmoins, l'échantillon a sélectionné aléatoirement dans chaque secteur.

Enfin, la méthodologie d'échantillonnage en boule de neige utilisée pour compiler une liste de membres de la communauté hôte et de PDI vivant en dehors des camps est limitée dans sa capacité à être représentative. Alors que les chercheurs ont déterminés que l'échantillonnage boule de neige est efficace pour localiser, accéder et impliquer les participants à l'enquête vivant dans des environnements de crise complexes, l'échantillonnage boule de neige est une approche « d'échantillonnage de commodité ».<sup>27</sup> Cette approche peut entraîner un biais de sélection et les résultats peuvent être biaisés par les perceptions des personnes étant disposées à participer à l'enquête.

<sup>26</sup> Un secteur est une plus petite unité administrative qu'une commune. Les communes rurales sont découpées en villages tandis que les communes urbaines sont découpées en secteurs.

<sup>27</sup> Nissim Cohen and Tamar Arieli, "Field Research in Conflict Environments: Methodological Challenges and Snowball Sampling," *Journal of Peace Research* 48, no. 4 (2011): 423-35, accédé le 13 janvier 2021, [lien](#).

## Formulation des questions

Les questions ont été formulées en prenant en compte le Plan de Réponse Humanitaire (2020) et en nous basant sur notre ensemble standard de questions qui ont été testées avec plus de 21 000 bénéficiaires d'aide humanitaire dans différents contextes. L'outil de collecte de donnée a été partagé avec OCHA, les membres du CEAWG (Community Engagement and Accountability Working Group), les membres de FONGIH, les clusters (Sécurité Alimentaire, Éducation, Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), Abris AME, Protection, Protection de l'Enfance), UNICEF, Humanity Inclusion et la Fondation Hironnelle en mai 2020.

Dans le cadre de nos projets globaux sur l'assistance monétaire, une série de questions sur l'assistance monétaire a été intégrée à notre outil de collecte de données.

## Désagrégation des données

Les données sont désagrégées par région géographique, sexe, âge, type de populations affectées et handicap.

### Enquête de perception auprès de personnes majeures uniquement (plus de 18 ans)

L'enquête GTS est menée uniquement auprès d'adultes en raison du contenu du questionnaire et des objectifs de l'enquête orientés vers les adultes/chefs de ménage (l'aide que les personnes affectées reçoivent de manière générale, la relation avec les acteurs humanitaires, les mécanismes de gestion de plaintes/suggestions, etc.). Une enquête auprès d'enfants nécessite le respect des principes de Ne Pas Nuire et de ce fait, une expertise approfondie afin d'assurer la protection de l'enfant enquêté et de son entourage, expertise que nous ne possédons pas actuellement.

### Perception des personnes affectées

GTS collecte les données de perception des personnes affectées pour évaluer les réponses humanitaires à travers leurs points de vue, opinions et perceptions. Alors que les principes de redevabilité et de participation sont de plus en plus intégrés dans les programmes humanitaires, les voix des populations affectées recevant de l'aide sont souvent omises.

La collecte de données perceptuelle auprès des populations affectées devrait donc être considérée comme faisant partie d'un changement systémique plus vaste du système humanitaire. Il s'agit d'une première étape vitale pour combler le fossé de redevabilité, en donnant aux populations affectées les moyens de prendre part aux décisions qui régissent leur vie, en renforçant les relations avec les communautés et en localisant les connaissances.

Néanmoins, il est évident que les données perceptuelles autonomes peuvent être insuffisantes pour évaluer l'état du système humanitaire et ne devraient donc pas être considérées de manière isolée, mais en complément d'autres méthodes de suivi et d'évaluation des données.



### Ground Truth Solutions

Si vous souhaitez d'avantage d'informations concernant notre projet, veuillez contacter Elise Shea ([elise@groundtruthsolutions.org](mailto:elise@groundtruthsolutions.org)) et Marie-Françoise Sitnam ([marie-francoise@groundtruthsolutions.org](mailto:marie-francoise@groundtruthsolutions.org)).